

Dimanche 28 mai, les Polonais vont se rendre aux urnes pour élire le futur président de la République. L'enjeu est de taille pour la Pologne, qui peut réélire Andrzej Duda, et conforter la position politique du PiS, ou voir un candidat alternatif émerger. Un tour d'horizon des acteurs et des enjeux de cette élection.

Quels sont les principaux candidats ?

Andrzej Duda est le candidat sortant. Il représente Droit et justice (PiS), le parti conservateur et populiste au pouvoir depuis 2015 en Pologne. Pour briguer un second mandat, Duda mise sur la thématique sociale, avec sa mesure-phare : une allocation de 116 euros par famille pour chaque nouveau-né.

L'opposant principal est **Rafał Trzaskowski**, actuel maire de Varsovie et candidat de la Coalition civique (KO). Cette coalition rassemble cinq partis centristes et écologistes, dont la Plate-forme civique (PO) qui était au pouvoir avant 2015. « Un président fort, une Pologne unie », tel est le slogan de Trzaskowski, qui prône la démocratie et le libéralisme contre le populisme du PiS, dans une [féroce lutte polono-polonaise contre Andrzej Duda](#).

Szymon Hołownia fait figure de troisième voie face aux deux partis majeurs. Ce candidat indépendant, écrivain, journaliste et militant social promet une Pologne verte, démocratique et solidaire.

Władysław Kosiniak-Kamysz est le président du Parti paysan polonais (PSL), parti agrarien et démocrate-chrétien. C'est un des mouvements les plus anciens en Pologne, mais il est surtout implanté à l'échelon local et ne constitue pas un poids majeur aux présidentielles.

Encore plus à droite du président sortant, **Krzysztof Bosak** se présente comme le candidat ultranationaliste, eurosceptique et libertaire. Il est le vice-président de la Confédération liberté et indépendance, qui rallie cinq partis d'extrême-droite polonais, et qui a fait son entrée à la Diète polonaise l'année dernière en occupant 11 sièges.

Robert Biedroń est le représentant de La Gauche (Lewica), coalition de quatre partis social-démocrates. C'est la figure progressiste de ce scrutin, il apparaît comme le défenseur des droits LGBT, étant lui-même ouvertement homosexuel.

Au total, 11 candidats ont obtenu les 100 000 signatures nécessaires pour se présenter, les autres candidats étant **Marek Jakubiak** (libéral-conservateur), **Paweł Tanajno** (entrepreneur), **Mirosław Piotrowski** (droite catholique), **Waldemar Witkowski** (syndicaliste) et **Stanisław Żółtek** (Nouveau Congrès de la droite).

Andrzej Duda, candidat du PiS à sa réélection, peut-il être battu ?

Les derniers sondages montrent qu'avec plus de 40% des intentions de vote, Duda est largement

favori au premier tour. Son principal adversaire Rafał Trzaskowski obtiendrait 27% des voix.

Pour séduire les Polonais, le président sortant a multiplié les mesures populaires depuis 2015. En politique intérieure, il a notamment abaissé l'âge de départ à la retraite et a bénéficié d'un contexte économique favorable, le taux de chômage passant de 9% à 5%. Sur le plan international, il a renforcé ses liens avec l'OTAN, alors qu'éclatait la guerre au Donbass chez le voisin ukrainien. Il a aussi été à l'origine de [l'Initiative des trois mers](#), un forum rassemblant chaque année depuis 2016 douze pays d'Europe centrale pour affirmer leurs intérêts communs dans l'UE.

[Pologne : « Nous ne resterons pas indifférents devant la déshumanisation d'une minorité »](#)

Pour être battu, il faudrait que les adversaires de Duda se rassemblent au second tour, mais encore faut-il qu'il y ait un second tour. Si Duda obtient 50% des voix dès le 28 juin, il sera immédiatement reconduit en tant que président de la République.

Au premier tour, Andrzej Duda peut perdre des voix à sa droite, puisque le candidat ultranationaliste montant, Krzysztof Bosak, mène une campagne plus modérée que prévue et vient se glisser sur le terrain du PiS. La campagne énergique de Rafał Trzaskowski, qui [a repris la tête de l'opposition libérale au dernier moment](#), a permis au PO de rapidement remonter dans les sondages, faisant oublier au PiS l'idée d'une victoire facile.

Comment s'y prend Rafał Trzaskowski pour renverser la vapeur ?

Le candidat de l'opposition libérale cherche à déjouer la politique populiste de Duda. Il promet d'unir les Polonais qui sont sans cesse divisés par les polémiques agitées par le PiS. Il critique vivement la « censure », l'appropriation des médias publics par le pouvoir, la gestion de la pandémie et des affaires de détournements publics.

On voit s'opposer deux conceptions irréconciliables de la Pologne : d'un côté une position conservatrice dans un pays toujours très religieux, de l'autre une volonté plus intégratrice et plus proche de l'Europe.

Plus largement, il souhaite un retour à une Pologne « normale », qui ne soit plus décriée à l'extérieur pour les sorties de son gouvernement populiste. En tête de ces éclats, les déclarations choc de Duda sur les personnes LGBT, que Trzaskowski condamne.

Une bonne partie de la campagne se focalise désormais sur la question des droits pour les LGBT. Quels sont les termes de ce débat ?

La question LGBT a culminé avec la publication d'une « Charte de la famille » par le président Duda, interdisant « la propagation de l'idéologie LGBT dans les institutions publiques ». Celle-ci a été suivie par des discours virulents du président sortant, qualifiant notamment le mouvement LGBT de « néo-bolchévisme ».

Cette [campagne anti-LGBT](#) menée par Duda n'est pas due au hasard. Il mobilise ce thème en réaction à la candidature surprise de Trzaskowski qui est connu pour avoir défendu les droits LGBT dans la ville de Varsovie dont il est le maire. En février 2019, [ce dernier avait signé une « charte LGBT+ »](#) qui promettait de lutter contre les pratiques homophobes dans la municipalité de Varsovie. Elle avait été décriée par les milieux catholiques et conservateurs. La « Charte de la famille » fait directement écho à cette « Charte LGBT+ », et permet à Duda de se positionner sur un thème clivant contre Trzaskowski.

[10 questions et réponses pour expliquer la campagne anti-LGBT en Pologne](#)

Au centre-même du débat, les deux camps s'opposent sur la prétendue existence d'une « idéologie LGBT ». Les adversaires de Duda soulignent la dangerosité d'une telle qualification qui stigmatise l'ensemble des personnes LGBT. Les minorités LGBT sont [témoins d'une montée de l'homophobie en Pologne, et craignent des violences à leur rencontre](#).

La cristallisation du débat autour de la question LGBT reflète la teneur de ces élections : on voit s'opposer deux conceptions irréconciliables de la Pologne, avec d'un côté une position conservatrice dans un pays toujours très religieux, et de l'autre une volonté plus intégratrice et plus proche de l'Europe. Cette situation peut rappeler les [premières élections polonaises libres de 1989](#), très clivantes, au cours desquelles le projet de Solidarnosc s'opposait diamétralement à celui du régime communiste au pouvoir.

Le vote en faveur des droits LGBT se partage entre le candidat libéral Rafał Trzaskowski et Robert Biedroń, le candidat de La Gauche qui apparaît comme le plus mobilisé sur cette question.

Sur quelles autres thématiques se joue la campagne ?

Le 17 juin a eu lieu un débat télévisé où étaient invités les 11 candidats, cinq thèmes ont été mis en avant et permettent de se faire une idée du débat en Pologne.

Sans surprise, la question LGBT été évoquée, les candidats étant interrogés sur la légalisation du partenariat civil entre les personnes de même sexe. En politique intérieure, les intervenants ont débattu sur l'enseignement religieux à l'école, qui est optionnel depuis 2014 mais qui pourrait à l'avenir disparaître. Au cœur de l'actualité, on a aussi demandé aux candidats s'il faudra acheter et

rendre obligatoire le vaccin contre le Covid-19.

Le ministère de l'Intérieur a promis d'offrir un camion de pompier à la province qui aura le taux de participation le plus élevé.

Ce sont cependant les questions ayant trait à la politique extérieure qui sont les plus clivantes en Pologne. En premier lieu, les questions relatives à son rôle dans l'Union européenne. Les candidats ont discuté de l'introduction de la monnaie européenne dans leur pays, le zloty étant toujours la monnaie officielle, alors que le traité d'Athènes de 2003 impose la transition monétaire. Enfin, ce débat a été l'occasion de discuter de l'accueil des réfugiés, débat récurrent en Pologne.

Sur le plan international, Andrzej Duda met en avant son rapprochement avec l'OTAN comme garantie de la sécurité du territoire polonais. Coup d'éclat dans la campagne, il a rendu visite à Donald Trump mercredi 24 juin, quatre jours seulement avant le premier tour, pour demander une hausse du nombre de soldats américains sur le sol polonais. Ses adversaires n'ont pas manqué de souligner sa trop forte proximité avec Trump, qu'ils jugent comme un partenaire imprévisible.

[Trump & Duda - Deux présidents en campagne qui se font la courte échelle](#)

Enfin, la campagne a été animée par une déclaration plus étonnante du gouvernement. Le ministère de l'Intérieur a promis d'offrir un camion de pompier à la province qui aura le taux de participation le plus élevé. Les adversaires ont bondi contre cette forme de « corruption politique ». Cela témoigne plus largement de l'enjeu du vote rural, plus favorable au PiS.

Le président polonais, une potiche ?

On a tendance à dire que le président polonais ne joue pas un grand rôle sur la scène politique. Qu'en est-il d'un point de vue constitutionnel ? La Constitution de 1997 met en place un régime semi-présidentiel, fortement inspiré par le régime français, dans lequel le président de la République et le Premier ministre partagent le pouvoir exécutif. Cependant, contrairement au régime français, le président polonais a un rôle plus limité. Il est davantage un arbitre dans les institutions et laisse le Conseil des ministres, présidé par le Premier ministre, prendre les décisions importantes.

Andrzej Duda ne serait, selon ses opposants, qu'une marionnette contrôlée par le fondateur et chef du

PiS, Jarosław Kaczyński.

L'image de potiche du président polonais n'est peut-être pas tellement une question de Constitution. Andrzej Duda ne serait, selon ses opposants, qu'une marionnette contrôlée par le fondateur et chef du PiS, Jarosław Kaczyński. Ce dernier serait à l'initiative de la plupart des réformes du mandat de Duda, annonçant lui-même les nouvelles mesures dans les médias et pour certains, exerçant *de facto* le pouvoir en Pologne. On se souvient que Kaczyński était à l'origine de la réforme controversée de la justice, qui aboutissait à réduire l'indépendance des juges vis-à-vis du Parlement. Certains laissent entendre qu'il pourrait devenir Premier ministre lors du prochain remaniement.

Quel scénario peut-on imaginer pour un second tour ?

Andrzej Duda et Rafał Trzaskowski s'affronteront probablement lors du second tour qui se tiendra le 8 juillet, soit deux semaines après le premier tour.

Pour accéder au deuxième round, il faut obtenir au moins 10% des voix au premier tour. Avec 41% et 27% des intentions de vote, Duda et Trzaskowski sont presque certains d'y accéder. Le troisième candidat, Szymon Hołownia, comptabilisait dernièrement moins de 9% des intentions de vote, les sondages lui donnant de moins en moins d'espoir.

La scène politique polonaise est fortement polarisée, les électeurs privilégiant l'affrontement dual entre les deux principaux candidats. Pour Trzaskowski, le risque est que les électeurs attendent le second tour pour se mobiliser, et que Duda l'emporte dès le premier tour avec plus de 50% des voix.

Lors d'un potentiel second tour, Trzaskowski pourrait compter sur un ralliement des forces libérales pour l'emporter sur Duda. Le candidat indépendant Szymon Hołownia a d'ores et déjà garanti son soutien au candidat du PO, en déclarant choisir « le moindre mal » dans le cas d'un duel Duda-Trzaskowski. Le leader de La Gauche Robert Biedroń s'est pour le moment abstenu d'une telle déclaration. Enfin, Trzaskowski peut compter sur le soutien de Donald Tusk qui s'attaque régulièrement à Duda dans les médias, apprécié ou détesté, l'ancien président du Conseil européen peut participer à faire pencher la balance.